

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2011

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 10 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/10-A
20 mai 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT - PROGRAMME DE PAYS MALI 105830 (2008-2012)

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires fournis par le PAM	14 160 998	10 341 336	24 502 334
Coût total pour le PAM	32 198 022	22 406 459	54 604 481

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

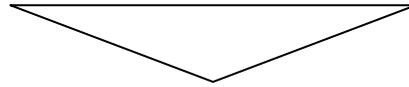
Directeur régional, ODD*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Conseillère régionale principale pour les programmes, ODD: Mme P. Di Sirio pasqualina.disirio@wfp.org

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire d'un montant de 22,4 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Mali 105830 (2008-2012) (WFP/EB.A/2011/10-A).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire du programme de pays Mali 105830 (2008–2012) a pour objet:
 - d'élargir la composante 1 – Appui à l'éducation de base – pour venir en aide à 70 000 élèves du cycle primaire de plus, compte tenu de l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés dans les écoles bénéficiant d'un appui du PAM, et soutenir 100 écoles primaires supplémentaires dans des zones où sévit l'insécurité alimentaire;
 - de réorienter la composante 2 – Appui au développement rural – dans le sens de l'intervention mise en place par le Gouvernement pour faire face aux effets du changement climatique et à l'insécurité alimentaire, en ciblant 30 000 bénéficiaires de plus dans les zones où sévit l'insécurité alimentaire dans le cadre d'activités Vivres pour la création d'avoires (VCA); et
 - d'ajouter une nouvelle composante (composante 4) pour inclure dans le programme de pays les activités sanitaires et nutritionnelles actuellement exécutées dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 106100¹, afin de venir en aide à 368 200 bénéficiaires.
2. Plus précisément, la révision budgétaire proposée permettra de financer:
 - l'achat de 19 056 tonnes de produits alimentaires supplémentaires, pour une valeur estimée à 10,3 millions de dollars;
 - les surcoûts associés au transport extérieur, transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM), aux autres coûts opérationnels directs (Autres COD) et aux coûts d'appui directs (CAD), soit un montant de 10,6 millions de dollars; et
 - les coûts d'appui indirects (CAI) supplémentaires, d'un montant de 1,5 million de dollars.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Récapitulatif des activités en cours

3. Conformément aux grands axes 1, 12 et 13 du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)² et au Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2008-2012, les composantes du programme de pays 105830 sont actuellement les suivantes:
 - **composante 1 – Appui à l'éducation de base.** Le but est d'accroître les taux de scolarisation et d'assiduité par le biais de l'alimentation scolaire, conformément à l'Objectif stratégique 4 du PAM³. Des rations à emporter sont distribuées aux filles pour réduire l'écart de taux d'assiduité entre filles et garçons. Le PAM apporte un

¹ IPSR qui doit prendre fin en juin 2011.

² Pilier 1 – Sécurité alimentaire et développement rural; Pilier 12 – Accès aux services sociaux essentiels (éducation et santé); Pilier 13 – Lutte contre le VIH/sida.

³ Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

soutien technique au Gouvernement pour lancer un programme d'alimentation scolaire issue de la production locale, réaliser des enquêtes de référence et mettre en place une enveloppe d'interventions essentielles pour l'éducation conformément à l'Objectif stratégique 5³;

- **composante 2 – Appui au développement rural.** Il s'agit d'aider les communautés rurales les plus vulnérables en situation d'insécurité alimentaire à pouvoir faire face à la sécheresse et aux inondations. Conformément à l'Objectif stratégique 2³, des activités VCA permettent aux communautés de se constituer des avoirs durables et d'être moins vulnérables face aux catastrophes naturelles à répétition;
 - **composante 3 – Appui à la sécurité alimentaire.** Il s'agit de renforcer les capacités du Gouvernement d'exécuter des programmes axés sur la sécurité alimentaire ou la prévention et l'atténuation des crises alimentaires, conformément à l'Objectif stratégique 5. Au titre de cette composante, le PAM i) coordonne le Programme de restructuration du marché céréalier (PRMC) mis en place à l'initiative du Gouvernement et prodigue des conseils à son égard; ii) fournit des informations sur les crises alimentaires et les catastrophes à des fins d'alerte rapide; et iii) recense les zones exposées à des chocs climatiques.
4. Le programme de pays est exécuté dans la plupart des régions en situation d'insécurité alimentaire répertoriées à l'issue de l'analyse de la vulnérabilité et des enquêtes nutritionnelles les plus récentes, à savoir les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti ainsi que le nord des régions de Kayes et Koulikoro.
5. Dans le cadre d'une nouvelle composante, une supplémentation alimentaire ciblée sera fournie aux enfants de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, aux personnes vivant avec le VIH (PVVIH) sous traitement antirétroviral et aux patients sous traitement antituberculeux qui souffrent de malnutrition. En 2012, une distribution générale pour les enfants de 6 à 23 mois sera lancée dans une région à titre expérimental, pour être éventuellement étendue à d'autres régions ultérieurement.

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

6. La présente révision budgétaire découle des recommandations issues d'une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la nutrition effectuée en 2009⁴, d'une évaluation du système d'alerte précoce réalisée en 2010 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS-NET)⁵, et d'une évaluation du portefeuille d'activités au Mali datant de 2010⁶.

⁴ Système d'alerte précoce, UNICEF, Helen Keller International (HKI), PAM, *Étude de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition* (EBSAN), 2009. Données recueillies en juillet 2007 et mars 2008. Disponible à l'adresse: <http://www.wfp.org/content/republique-du-mali-etude-de-base-de-la-securite-alimentaire-et-de-la-nutrition>

⁵ Centre de coopération internationale en recherche agricole pour le développement (CIRAD), Système d'alerte rapide Mali, Système d'alerte rapide Burkina Faso, FAO et FEWS-NET, 2010. Évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages pastoraux: cas du Mali et du Burkina Faso, avril. Disponible à l'adresse: <http://ochaonline.un.org/OchaLinkClick.aspx?link=ocha&docId=1164660>

⁶ "Rapport succinct de l'Évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Mali (2003-2009)" (WFP/EB.1/2011/6A)

⇒ *Poursuivre les interventions nutritionnelles en mettant davantage l'accent sur les régions où les taux de malnutrition sont élevés*

7. Selon la dernière enquête nutritionnelle nationale représentative⁷, le taux de malnutrition aiguë globale est de 15 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans, ce qui correspond au seuil "critique" fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans plusieurs régions, le taux dépasse ce seuil; il est de 27,2 pour cent dans la région de Kidal. La prévalence de la malnutrition chronique est de 38 pour cent au niveau national, avec des taux de retard de croissance supérieurs au niveau considéré comme "grave" par l'OMS dans les régions de Tombouctou, Mopti, Koulikoro, Gao, Kidal et Kayes⁸. La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans est de 27 pour cent, les taux approchant ou dépassant 30 pour cent dans les régions de Tombouctou, Koulikoro et Kidal. Soixante pour cent des enfants de moins de 5 ans sont atteints d'anémie modérée ou grave.
8. À l'occasion d'un forum sur la nutrition organisé en juin 2010 par le Gouvernement, en collaboration avec ses partenaires, il a été recommandé de donner une place centrale à la nutrition dans les programmes de santé et de coordonner l'amplification des interventions nutritionnelles. Selon l'analyse effectuée en 2009⁴, il est nécessaire de poursuivre les activités de supplémentation alimentaire dans les régions agropastorales vulnérables du nord et de l'ouest du pays. Pour accroître l'impact des interventions nutritionnelles du PAM, l'évaluation du portefeuille d'activités conduite en 2010 a recommandé de privilégier les zones où les taux de malnutrition aiguë globale atteignaient ou dépassaient le seuil "critique" de 15 pour cent.
9. Le problème du VIH demeure préoccupant, le taux national de prévalence du VIH se situant à 1,3 pour cent, avec un pic de 1,9 pour cent à Bamako⁷. Selon le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, il y aurait au Mali 100 000 PVVIH, dont 51 pour cent bénéficient d'un traitement antirétroviral⁹. On estime que 95 000 personnes sont atteintes de tuberculose. Bien que des données ne soient pas disponibles pour le Mali, le taux de malnutrition des patients suivant un traitement antirétroviral dans les pays d'Afrique subsaharienne est de 50 pour cent, et les médecins font état d'une dégradation de l'état nutritionnel des patients qui suivent un traitement antirétroviral ou antituberculeux; or la malnutrition fait obstacle au traitement et au respect des protocoles.

⇒ *Développement des activités d'alimentation scolaire*

10. Le taux net de scolarisation en primaire est faible à l'échelle nationale puisqu'il s'établit à 63 pour cent, et plus faible encore dans certaines régions – 37 pour cent dans celle de Kidal¹⁰. Bien que le PAM soit au Mali le principal organisme qui fournit des repas scolaires aux élèves du primaire, les activités d'alimentation scolaire du programme de pays ne s'adressent qu'à 126 000 enfants par an, soit 7 pour cent de ceux qui vivent dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire. La politique nationale d'alimentation scolaire a recommandé de développer les activités d'alimentation scolaire dans les 166 communes considérées comme les plus vulnérables à l'issue de l'évaluation réalisée en 2010 par le système d'alerte rapide. Cette révision budgétaire permettra au PAM de venir en aide à

⁷ Ministère de la santé. 2006. Enquête démographique et de santé.

⁸ Seuils de l'OMS en ce qui concerne la prévalence du retard de croissance: "grave" – 30 pour cent et "critique" – 40 pour cent.

⁹ Site du Fonds mondial <http://portfolio.theglobalfund.org/Country/Index/MAL?lang=fr>

¹⁰ Ministère de l'éducation, Annuaire statistique national, Cellule de planification et de statistique, 2009.

70 000 enfants de plus dans les régions de Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti et Tombouctou¹¹.

⇒ *Collaboration avec les partenaires pour recenser les situations où les activités VCA peuvent apporter une valeur ajoutée*

11. Selon les résultats de l'analyse réalisée en 2009, 28 pour cent des ménages sont confrontés à l'insécurité alimentaire pendant la période de soudure et 26 pour cent avant même qu'elle ne débute⁴. Ces chiffres montrent que, pour une proportion non négligeable de la population, l'insécurité alimentaire est chronique, en particulier dans les régions où la population vit des activités pastorales, de l'élevage et de l'agriculture irriguée en bordure de lac¹². Le changement climatique et la désertification aggravent encore la vulnérabilité des régions agropastorales. L'évaluation du portefeuille d'activités au Mali a recommandé de recenser les situations dans lesquelles des activités VCA pouvaient apporter une valeur ajoutée et contribuer à l'action menée par le Gouvernement pour atténuer les répercussions du changement climatique.

FINALITÉ DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE

12. Cette révision a pour objet: i) de faire bénéficier 70 000 élèves du cycle primaire de plus au programme d'alimentation scolaire; ii) de réorienter les activités de développement rural d'appuyer la stratégie suivie par le Gouvernement pour réduire les répercussions du changement climatique et l'insécurité alimentaire, en ciblant 30 000 bénéficiaires de plus dans les zones où sévit l'insécurité alimentaire au moyen d'activités VCA; et iii) d'ajouter une composante concernant la nutrition à l'intention de 368 200 personnes qui présentent des risques en raison de leur état nutritionnel.
13. Elle permettra également au PAM de développer le renforcement des capacités et d'accentuer la prise en charge par les pouvoirs publics et les communautés des trois composantes concernées par la présente augmentation budgétaire.

Composante 1: Appui à l'éducation de base

14. L'alimentation scolaire sera développée puisque ces activités concerneront 824 écoles primaires, contre 724 auparavant, dans six régions (Kayes, Koulikoro, Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal), 70 000 enfants de plus bénéficiant de repas scolaires. L'assortiment alimentaire sera composé de céréales, y compris de la farine de maïs enrichie achetée localement, de légumes secs et d'huile végétale. Une ration à emporter de 4 litres d'huile végétale sera également distribuée chaque trimestre à 9 000 filles, tandis que 1 100 cuisiniers volontaires recevront une ration familiale à emporter.
15. Le PAM, en partenariat avec les Ministères de l'éducation et de l'environnement, soutiendra un certain nombre d'initiatives relevant de l'Enveloppe d'interventions essentielles pour l'éducation, notamment la plantation d'arbres, la fourniture de fourneaux en terre cuite présentant l'avantage de réduire la consommation de bois de feu, et la sensibilisation aux questions environnementales. Le PAM fournira des broyeuses aux associations féminines pour alléger leur charge de travail et générer des revenus qui serviront à améliorer la qualité des repas scolaires.

¹¹ Le taux de scolarisation à Gao est de 75,9 percent.

¹² Dans l'évaluation effectuée en 2009, les zones exposées à l'insécurité alimentaire ont été délimitées en fonction des critères agroécologiques et non géographiques. Ces zones correspondent en gros aux régions de Kidal, Kayes/Koulikoro et Tombouctou/Gao, respectivement.

16. Le programme d'alimentation scolaire mis en œuvre par l'État s'adresse actuellement à 117 000 élèves des écoles primaires. Au cours de l'année scolaire 2011/12, le PAM va dispenser une formation aux cuisiniers, aux associations de parents et aux enseignants dans 100 écoles, afin de préparer un transfert des responsabilités, dont le processus devrait démarrer durant l'exécution du prochain programme de pays (2013-2017), le Mali devant assumer la responsabilité de toutes les écoles bénéficiant de l'aide du PAM d'ici à 2021. Pour 2011, la contribution du Gouvernement aux activités d'alimentation scolaire se chiffre à 5,8 millions de dollars. Le PAM va poursuivre la formation des maires, des membres des conseils et des responsables de district à la gestion des produits alimentaires et continuera à apporter un appui technique au Ministère de l'éducation, en particulier en matière de suivi et d'évaluation.

Composante 2: Appui au développement rural

17. Conformément à une recommandation issue de la récente évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Mali, les activités de développement rural seront développées dans les régions agropastorales très vulnérables en vue de contribuer à l'action menée par le Gouvernement pour atténuer les répercussions du changement climatique. Le PAM prévoit de renforcer la capacité de résistance des communautés touchées par des catastrophes naturelles à répétition et d'appuyer la construction d'infrastructures de production pour accroître l'accès à la nourriture. Les activités VCA comprendront la construction de barrages, la mise en place de réseaux d'irrigation, la plantation d'arbres et la formation des communautés à la gestion de ces biens.
18. Le PAM ciblera les communautés les plus vulnérables des zones où sévit l'insécurité alimentaire. Grâce à cette augmentation budgétaire, il atteindra 30 000 bénéficiaires de plus dans les régions actuellement ciblées. Dans chaque communauté, ce sont les conseils locaux qui sélectionneront les participants aux activités VCA, en donnant la priorité aux chômeurs de plus de 18 ans appartenant à des ménages qui vivent dans l'insécurité alimentaire. Les participants recevront une ration familiale de deux kilos de céréales par jour.
19. Le PAM appuiera la construction d'entrepôts de stockage des produits alimentaires pour les petits agriculteurs participant aux activités menées dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès.

Composante 4: Appui en matière de santé et de nutrition

20. Les interventions nutritionnelles prévues dans le cadre de la nouvelle composante du programme de pays feront partie d'une enveloppe d'interventions nutritionnelles globale et coordonnée¹³ à l'intention de 368 200 personnes, notamment les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de 6 à 59 mois sous-alimentés, ainsi que les patients sous traitement antirétroviral ou antituberculeux.
21. **Supplémentation alimentaire ciblée.** Compte tenu des recommandations issues de l'analyse effectuée en 2009 et de l'évaluation du programme de pays, le PAM continuera de traiter les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë moyennant une supplémentation alimentaire ciblée; les zones exposées à une forte insécurité alimentaire où les taux de malnutrition aiguë globale sont supérieurs à 15 pour cent seront prioritaires. Les critères de début et de fin de prise en charge des enfants reposent sur le rapport poids/taille et suivent le protocole national de gestion de la

¹³ Cette enveloppe comprend une supplémentation alimentaire quotidienne, l'administration de vitamine A, de fer et d'iode, le déparasitage et la diffusion de pratiques d'alimentation adaptées.

malnutrition aiguë. Le critère de prise en charge retenu pour les femmes enceintes et les mères allaitantes est un périmètre brachial inférieur à 210 mm, celui de fin de prise en charge, un périmètre brachial supérieur à 230 mm. Une étude de faisabilité permettra au PAM de déterminer s'il faut inclure une activité pilote de transferts monétaires ou de distribution de bons dans le programme de supplémentation alimentaire de 2012.

22. **Distribution générale.** En 2012, le PAM lancera à titre expérimental un programme de distribution générale de vivres dans la région de Mopti pour éviter les troubles de croissance, avant et pendant la période de soudure, entre mars et septembre. Les enfants de 6 à 23 mois recevront une ration dans les dispensaires ou à l'occasion de distributions dans les villages. Une évaluation de l'impact effectuée en 2012 et une enquête de suivi et évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART) conduite fin 2011 aideront à concevoir un programme d'alimentation générale de grande envergure qui pourrait être inclus dans le prochain programme de pays (2013–2017).
23. **Appui nutritionnel aux patients recevant un traitement antirétroviral ou antituberculeux.** L'appui fourni dans le cadre de l'IPSR aux patients recevant un traitement antirétroviral ou antituberculeux sera également pris en charge par le programme de pays pour favoriser le démarrage et la poursuite des traitements ainsi que l'amélioration des indicateurs nutritionnels. Pour éviter toute stigmatisation, les critères de début de prise en charge et les rations alimentaires seront les mêmes que pour les femmes enceintes et les mères allaitantes recevant une supplémentation alimentaire ciblée. Ce programme, qui est conforme au programme national de lutte contre le VIH/sida et au protocole national de prise en charge de la tuberculose, s'inscrit dans le cadre du plan opérationnel de l'équipe conjointe chargée du VIH/sida dont le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) assure la coordination. Avec l'appui du PAM, le Gouvernement a inclus une composante nutritionnelle dans la proposition qu'il a l'intention d'adresser au Fonds mondial. En 2012, le Gouvernement ayant reçu ce don, l'appui fourni par le PAM aux patients recevant un traitement antirétroviral ou antituberculeux devrait prendre fin, l'assistance technique et la formation se poursuivant cependant, ainsi que les autres activités menées en préparation du transfert des responsabilités au Mali.
24. Les dispensaires communautaires accueilleront chaque semaine des démonstrations de cuisine en parallèle des séances de vaccination, de planification familiale et de soins de suite pour les enfants malades; 98 000 mères y participeront, consommeront les repas préparés au cours de ces démonstrations et recevront des rations de mélange maïs-soja et d'huile végétale.
25. Toutes les activités nutritionnelles seront exécutées en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'OMS dans des dispensaires communautaires relevant du Ministère de la santé. Les bénéficiaires seront sélectionnés par le personnel des dispensaires. Des activités nutritionnelles seront prévues dans les régions de Gao, Mopti, Kidal, Tombouctou, Kayes et dans la partie nord de la région de Koulikoro; les patients sous traitement antirétroviral ou antituberculeux vivant à Bamako bénéficieront également d'une supplémentation alimentaire. Le PAM s'appuiera sur les résultats d'une prochaine enquête SMART qui devrait paraître à la fin de 2011, pour affiner encore le ciblage géographique.
26. Le PAM fournira une formation technique au Ministère de la santé, aux dispensaires communautaires, aux associations féminines et aux ONG. La participation des autorités locales et des associations de femmes sera intensifiée de manière à développer l'utilisation des structures sanitaires par les bénéficiaires. Save the Children, Hellen Keller International (HKI) et l'Association pour le développement global (ADG) sont

quelques-unes des ONG intervenant à l'échelle des districts qui se chargeront de la formation sur la prévention et le traitement de la malnutrition et encourageront la prise en charge du programme par les communautés.

TABLEAU 1: RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE				
	Catégorie de bénéficiaires	Nombre actuel	Augmentation	Nombre après révision
Composante 1 – Appui à l'éducation de base	Repas scolaires	126 000	70 000	196 000
	Rations à emporter pour les filles (rations à emporter*)	65 000	45 000	110 000
	Rations incitatives à emporter pour les cuisiniers (rations à emporter)	9 000	5 500	14 500
Total partiel, composante 1**		187 000	111 500	298 500
Composante 2 – Appui au développement rural	Vivres pour la création d'avoirs (rations à emporter)	42 000	30 000	72 000
Total partiel, composante 2		42 000	30 000	72 000
Composante 4 – Appui en matière de santé et de nutrition	Supplémentation alimentaire ciblée – enfants de 6 à 59 mois	-	175 700	175 700
	Supplémentation alimentaire ciblée – femmes enceintes et mères allaitantes	-	38 000	38 000
	Distribution générale – enfants de 6 à 23 mois	-	51 000	51 000
	Appui nutritionnel en faveur des PVVIH sous traitement antirétroviral	-	5 000	5 000
	Appui nutritionnel en faveur des patients sous traitement antituberculeux	-	500	500
	Mères (démonstrations de cuisine)	-	98 000	98 000
Total partiel, composante 4		-	368 200	368 200
Total**		229 000	509 700	738 700

*Toutes les rations à emporter sont prévues pour une famille de cinq personnes en moyenne.

**Le nombre total de bénéficiaires a été ajusté pour éviter de compter à deux reprises les filles recevant à l'école à la fois un repas et une ration à emporter.

27. Les rations alimentaires prévues pour les composantes 1 et 2 restent inchangées. Celles qui sont destinées aux interventions nutritionnelles (composante 4) sont conformes aux politiques nationales.

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES QUOTIDIENNES APRÈS RÉVISION,
PAR COMPOSANTE (g/personne/ par jour)**

	Composante 1 (Appui à l'éducation de base)			Composante 2 (Appui au développement rural)	Composante 4 (Appui en matière de santé et de nutrition)	
	Repas scolaires	Rations à emporter	Cuisiniers		Enfants de 6 à 59 mois*	Patients sous traitement antirétroviral ou antituberculeux**
Céréales	150	-	150	400	-	100
Légumes secs	30	-	30	-	-	30
Huile végétale	10	67	10	-	25	20
Mélange maïs-soja	-	-		-	250	150
TOTAL	190	67	190	400	275	300
<i>Total kcal/jour</i>	691	597	691	1340	1161	1176
% kcal d'origine protéique	13,4	-	13,4	13,1	14,8	14,8
% kcal d'origine lipidique	19,4	100	19,4	8,1	32,8	25,8
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	180	90	90 (supplémentation alimentaire ciblée) 180 (distribution générale)	180

*Pour les distributions générales, la ration sera composée de mélange maïs-soja et d'huile végétale. Mais comme le mélange maïs-soja laisse à désirer pour les enfants de moins de 2 ans, le PAM étudiera avec le Gouvernement la possibilité d'introduire des aliments plus adaptés.

**La ration alimentaire destinée aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux patients sous traitement antirétroviral ou antituberculeux devrait être revue en 2011, après concertation avec le Gouvernement.

BESOINS ALIMENTAIRES

TABLEAU 3: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR COMPOSANTE (en tonnes)

Composante	Besoins actuels	Augmentation	Besoins après révision
Composante 1 – Appui à l'éducation de base	21 237	8 648	29 885
Composante 2 – Appui au développement rural	7 550	1 194	8 744
Composante 3 – Appui à la sécurité alimentaire	1 000	-	1 000
Composante 4 – Appui en matière de santé et de nutrition	-	9 214	9 214
TOTAL	29 787	19 056	48 843

28. Le PAM a l'intention d'acheter 50 pour cent des aliments localement. Des céréales non transformées seront achetées sur place par voie d'appel à la concurrence et dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès, sous réserve que les prix locaux soient compétitifs par rapport aux prix pratiqués sur les marchés régionaux et internationaux. À titre d'essai, le PAM a acheté localement 500 tonnes de farine de maïs enrichie en mars 2011, et il évaluera les résultats en milieu d'année; s'ils sont satisfaisants, il développera les achats locaux. Les légumes secs et l'huile végétale devront être achetés sur les marchés internationaux étant donné qu'ils ne sont guère disponibles au Mali.
29. Les coûts de TTEM ont baissé en raison de l'augmentation des achats locaux de céréales, passant de 263,25 dollars la tonne à 214,99 dollars. En revanche, le budget des coûts d'appui directs va augmenter car le PAM doit moderniser son matériel informatique pour le mettre aux normes institutionnelles.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	8 807	3 258 590	
Légumes secs	1 339	616 530	
Huile et matières grasses	1 472	2 016 639	
Mélange maïs-soja	7 438	4 449 577	
Total, produits alimentaires	19 056	10 341 336	
Total partiel, produits alimentaires et transferts			10 341 336
Transport extérieur			978 066
Transport terrestre, entreposage et manutention			4 071 486
Autres coûts opérationnels directs			2 320 083
Coûts d'appui directs ² (voir les détails à l'annexe I-B)			3 229 645
Total, coûts directs du programme			20 940 616
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			1 465 843
COÛT TOTAL POUR LE PAM			22 406 459

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du programme.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	891 420
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	219 333
Personnel local – services généraux	452 344
Personnel local – assistance temporaire	28 055
Personnel local – heures supplémentaires	8 000
Consultants internationaux	54 885
Consultants locaux	55 971
Volontaires des Nations Unies	85 667
Voyages officiels du personnel	447 126
Total partiel	2 242 800
Dépenses de fonctionnement	
Location de locaux	22 471
Charges courantes (électricité, etc.)	89 100
Fournitures de bureau et petit matériel	95 000
Communication	130 000
Réparation et entretien du matériel	52 500
Coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules	109 200
Aménagement et entretien des bureaux	57 874
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	70 000
Total partiel	626 145
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	76 500
Matériel de communication	162 000
Dépenses locales de sécurité	122 200
Total partiel	360 700
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	3 229 645

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>EFFET DIRECT DU PNUAD</p> <p>Amélioration de l'accès à des services sociaux essentiels de qualité pour les groupes les plus vulnérables</p> <p>Renforcement de la sécurité alimentaire et création d'emplois dans les zones rurales les plus vulnérables</p> <p>Renforcement des capacités de l'État, des collectivités territoriales, des organisations de la société civile et du secteur privé en matière de planification, de formulation, de mise en œuvre, et de suivi et évaluation de programmes nationaux en faveur du développement et de l'intégration régionale et sous-régionale</p>	<p>Indicateurs de performance du PNUAD</p> <p>Pourcentage d'admission en première année et d'achèvement de la cinquième année du cycle primaire</p> <p>Point de départ: 53,2%</p> <p>Pourcentage de la population vivant dans les zones les plus vulnérables n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique minimum</p> <p>Production agricole dans les zones rurales les plus vulnérables</p> <p>Pourcentage de l'aide publique au développement inscrite au budget de l'État</p> <p>Point de départ: 50%</p> <p>Pourcentage d'aide fournie dans le cadre de l'approche du programme de pays</p>	<p>L'initiative de l'UNICEF pour l'accélération de l'éducation pour tous et la survie de l'enfant est mise en œuvre</p> <p>Le Gouvernement renforce ses capacités et parvient à obtenir des aides budgétaires plus importantes</p> <p>Les partenaires techniques et financiers respectent les termes de la Déclaration de Paris</p>
Composante 1 du programme de pays: Appui à l'éducation de base		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 1</p> <p>Accès renforcé à l'éducation et développement des ressources humaines dans les écoles bénéficiant d'une aide</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Scolarisation: Taux moyen annuel de progression du nombre de filles et de garçons scolarisés <p>Objectif: 5%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'assiduité par sexe <p>Objectifs: Garçon: 90% - Filles: 80%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ratio de scolarisation: filles/garçons <p>Objectif: 0,9</p>	<p>Le Gouvernement renforce ses capacités et parvient à obtenir des aides budgétaires plus importantes</p> <p>Les partenaires techniques et financiers respectent les termes de la Déclaration de Paris.</p>





ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 1.1 Les vivres sont distribués en temps voulu et en quantité suffisante aux élèves des écoles bénéficiant d'une aide du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de garçons et de filles qui reçoivent des produits alimentaires, en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de vivres distribuée pour les repas scolaires, par produit et en pourcentage du volume prévu <p>Objectif: 90%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de jours d'alimentation par rapport au nombre de jours d'école <p>Objectif: 100%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles bénéficiant d'une aide <p>Objectif: 824</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de femmes qui font partie des comités de gestion des écoles <p>Objectif: 30%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes qui occupent des postes clés au sein des comités de gestion des cantines scolaires <p>Objectif: 25%</p>	<p>Les parents contribuent au programme d'alimentation scolaire en fournissant d'autres produits alimentaires et articles non alimentaires.</p>
<p>Produit 1.2 Distribution de rations sèches aux parents des filles qui sont assidues dans les écoles bénéficiant d'une aide du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles de cinquième et sixième années qui reçoivent des rations sèches ➤ Quantité de vivres distribuées, par ration sèche 	<p>Le programme dispose de ressources suffisantes.</p>
<p>Produit 1.3 Les écoles tirent parti de l'aide complémentaire non alimentaire du PAM dans le cadre de l'enveloppe d'interventions essentielles pour l'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de meules distribués dans les écoles <p>Objectif: 300</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles bénéficiant de zones de reforestation <p>Objectif: 300</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'écoles équipées de fourneaux améliorés en terre cuite <p>Objectif: 300</p>	<p>La participation du maire et de la communauté est satisfaisante.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 2 Renforcement des capacités du Gouvernement en matière de formulation, de financement et de mise en œuvre d'un programme national d'alimentation scolaire dans le cadre de l'Enveloppe d'interventions essentielles pour l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Politique nationale d'alimentation scolaire mise en œuvre Oui/Non ➤ Stratégie de transfert des responsabilités élaborée et mise en œuvre Oui/Non ➤ Pourcentage du budget national consacré à l'alimentation scolaire Objectif: 15% 	Le Gouvernement a les moyens de mettre en œuvre la politique d'alimentation scolaire.
Produit 2.1 Capacités et sensibilisation renforcées par le biais d'actions et de formations organisées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'actions d'appui technique ou de formation assurées par le PAM en faveur du Gouvernement Objectif: 8 ➤ Nombre d'agents de l'État formés Objectif: 200 ➤ Analyse des données relatives à la mise en œuvre de l'enveloppe d'interventions essentielles pour l'éducation, y compris l'alimentation scolaire, et prise en compte de ces données pour l'examen annuel du Programme décennal de développement de l'éducation Oui/Non (PRODEC) 	Le programme dispose de ressources suffisantes.
Composante 2 du programme de pays: Appui au développement rural		
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 3 Consommation alimentaire appropriée pendant la période d'aide pour les populations ciblées exposées au risque de souffrir de faim aiguë	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de ménages présentant un score de consommation alimentaire acceptable Objectif: 50% 	Les donateurs apportent leur contribution financière La sécurité est assurée dans les zones d'intervention



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 3.1 Distribution de produits alimentaires et d'articles non alimentaires de qualité sont distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés, (VCA)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires (par sexe et par âge) qui reçoivent une aide alimentaire dans le cadre des activités VCA, en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de céréales distribuée dans le cadre des activités VCA, en pourcentage du volume prévu ➤ Nombre de participants aux activités VCA, en pourcentage du nombre prévu ➤ Pourcentage de femmes au sein des comités de gestion <p>Objectif: 50%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de femmes occupant des postes clés au sein des comités de gestion <p>Objectif: 50%</p>	<p>Le PAM et ses partenaires lancent des programmes et projets de développement rural et disposent de capacités suffisantes</p>
<p>Effet direct 4 Réduction des risques de catastrophe à l'échelle des communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score d'avoirs communautaires: Augmentation du nombre d'avoirs (biens de production) utilisés pour prévenir les catastrophes et atténuer leurs effets <p>Objectif: 80% des communautés bénéficient d'une aide</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'avoirs créés grâce aux activités VCA gérés et entretenus régulièrement par les communautés <p>Objectif: 70%</p>	<p>Les donateurs apportent leur contribution financière</p> <p>La sécurité est assurée dans les zones d'intervention</p>
<p>Produit 4.1 Adoption de mesures de réduction des risques de catastrophe d'atténuation de leurs effets, avec l'appui du renforcement des capacités du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'hectares affectés à la production, sur les 3 900 hectares prévus ➤ Nombre de barrages réalisés, sur les 320 prévus ➤ Nombre d'hectares plantés, sur les 150 prévus ➤ Longueur des cordons pierreux mis en place, sur les 75 km prévus ➤ Pourcentage des biens de production créés répondant aux normes techniques <p>Objectif: 90%</p>	<p>Le PAM et ses partenaires lancent des programmes et projets de développement rural et disposent de personnel pour les mettre en œuvre et en opérer le suivi</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Composante 3: Appui à la sécurité alimentaire		
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 5 Cadres de politiques nationales plus larges intégrant des solutions au problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Volume de vivres allouées par tous les partenaires au stock national de sécurité Objectif: 35 000 tonnes par an	Le système d'alerte précoce est opérationnel Les partenaires et le Gouvernement sont disposés à contribuer au stock national de sécurité
Produit 5.1 Vivres fournis en temps voulu et en quantités suffisantes dans le cadre du mécanisme de sécurité alimentaire national	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires ayant reçu des rations dans le cadre de distributions alimentaires au moyen du stock national de sécurité, par sexe et par groupe d'âge Objectif: 195 000 <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de réunions statutaires du comité de coordination des donateurs du Programme de restructuration du marché céréalier Objectif: six par an	
Produit 5.2 Appui technique apporté en temps voulu au système d'alerte précoce	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'évaluations nationales de la sécurité alimentaire et de la nutrition menées avec le PAM Objectif: deux par an <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de séances de formation technique organisées pour les homologues du Gouvernement avec l'appui du PAM ➤ Nombre d'homologues du Gouvernement (aux niveaux local, régional, national) formés par le PAM 	Les contributions reçues sont suffisantes
Effet direct 6 Développement des débouchés commerciaux au niveau national et au niveau des petits exploitants avec des achats locaux du PAM présentant un bon rapport coût/efficacité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Céréales achetées au niveau local, en pourcentage des vivres distribués par le PAM Objectif: 50%	Pas de catastrophe naturelle



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Produit 6.1 Denrées alimentaires achetées au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Volume de vivres achetés au niveau local par type (8807 tonnes) 	
Composante 4: Appui en matière de santé et de nutrition		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 7 Amélioration de l'état nutritionnel des groupes de femmes et d'enfants ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans ciblés Objectif: < 25 % ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans ciblés (taille/âge, en pourcentage) Objectif: <10 % ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les zones d'intervention du PAM, (poids/taille, en pourcentage) Objectif: 15%–10% ➤ Taux de récupération chez les enfants de 6 à 59 mois Objectif >70% ➤ Taux d'abandon chez les enfants pris en charge Objectif < 15% ➤ Taux de mortalité au sein du programme de supplémentation alimentaire Objectif: < 3% ➤ Taux de non réponse à la supplémentation alimentaire Objectif: < 10% 	Aucune crise majeure de la sécurité alimentaire ne survient Aucune épidémie importante ne se produit Les financements complémentaires et les partenariats sont appropriés



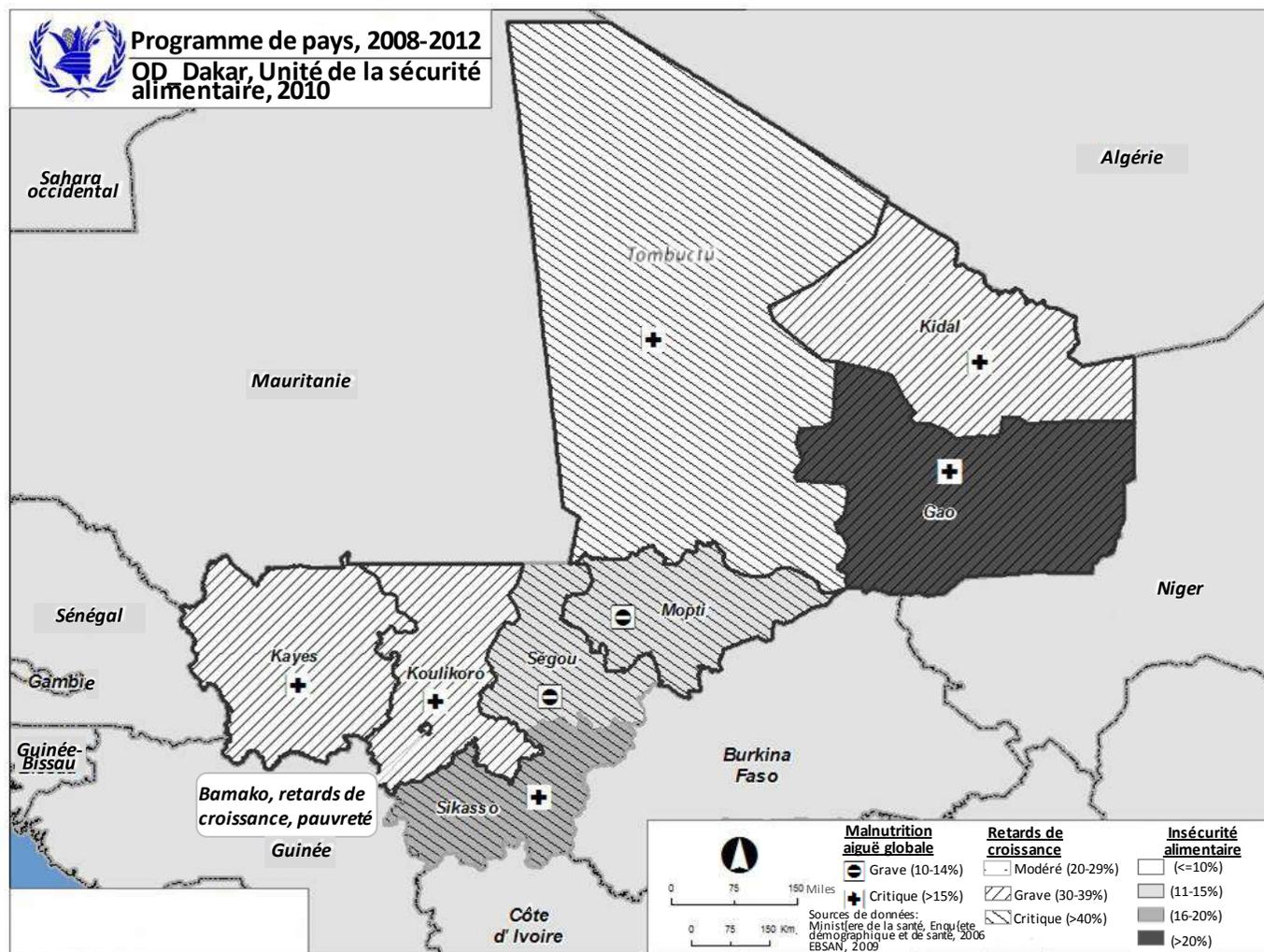
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 7.1 Les vivres sont distribués en temps voulu aux enfants de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes souffrant de malnutrition</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de vivres distribués aux enfants de 6 à 23 mois et de 24 à 59 mois, en pourcentage du volume prévu ➤ Nombre d'enfants (de 6 à 23 mois et de 24 à 59 mois) pris en charge dans le cadre d'un programme de récupération nutritionnelle, par sexe et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de vivres distribués aux femmes enceintes, en pourcentage du volume prévu ➤ Nombre de femmes enceintes prises en charge, en pourcentage du nombre prévu ➤ Proportion de femmes membres des associations de santé communautaire qui occupent des postes clés <p>Objectif: 30%</p>	<p>Les centres de santé des zones d'intervention sont opérationnels; les équipes sanitaires sont formées et capables de prendre en charge des cas de malnutrition modérée aiguë et de mobiliser les populations</p> <p>Les centres de santé fournissent régulièrement des informations</p>
<p>Effet direct 8 Augmentation du taux de survie des adultes et des enfants vivant avec le VIH au bout de six mois de traitement antirétroviral</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH dont on sait qu'ils suivent le traitement au bout de 6 et 12 mois de traitement antirétroviral 	<p>Les ressources sont insuffisantes</p> <p>Les centres de santé des zones d'intervention sont opérationnels; les équipes sanitaires sont formées et capables de gérer des cas de malnutrition modérée aiguë et de mobiliser la population</p>
<p>Effet direct 9 Amélioration du taux de succès du traitement contre la tuberculose chez les patients ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de cas de tuberculose enregistrés qui suivent un programme de traitement de brève durée sous surveillance directe sur une année donnée et ont mené le traitement à terme avec succès 	
<p>Effet direct 10 Amélioration de l'état nutritionnel des patients qui suivent un traitement antirétroviral au cours des six premiers mois de ce traitement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition chez les patients qui suivent un traitement antirétroviral 	
<p>Effet direct 11 Amélioration de la récupération nutritionnelle dans le cadre du traitement de la tuberculose</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de patients adultes atteints de tuberculose suivant un programme de traitement de brève durée sous surveillance directe qui présentaient un indice de masse corporelle inférieur à 18,5 au début de l'intervention d'aide alimentaire et dont l'indice de masse corporelle inférieur est supérieur à 18,5 au bout de six mois d'aide alimentaire 	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produits 8.1 à 11.1</p> <p>Les vivres sont fournis en temps voulu aux personnes vivant avec le VIH et la tuberculose</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Volume de vivres distribués aux PVVIH, en pourcentage du volume prévu ➤ Nombre de PVVIH qui bénéficient d'une aide alimentaire du PAM, par sexe et groupe d'âge et en pourcentage du nombre prévu ➤ Volume de vivres distribués aux patients atteints de tuberculose, en pourcentage du volume prévu ➤ Nombre de patients atteints de tuberculose, par sexe et par groupe d'âge, en pourcentage du nombre prévu 	
<p>Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p>		
<p>Effet direct 12</p> <p>Cadres de politiques nationales plus larges incorporant des solutions au problème de la faim</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation des financements publics en faveur d'outils pour apporter des solutions au problème de la faim dans le cadre de plans d'action nationaux <p>Objectif: augmentation de 10%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Financement national en faveur de la nutrition pour la supplémentation alimentaire et les patients vivant avec le VIH et la tuberculose <p>Objectif: augmentation de 20%</p>	
<p>Produit 12.1</p> <p>Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux interventions et aux formations organisées par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de patients suivant un traitement antirétroviral qui bénéficient d'une aide et d'une formation pour mettre en œuvre des activités rémunératrices <p>Objectif: 50%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'agents des services de santé formés à l'application des nouvelles normes de l'OMS en matière de nutrition 	



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT

ADG	Association pour le développement global
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
DSRP	Document de la stratégie pour la réduction de la pauvreté
FEWS-NET	Réseau du système d'alerte rapide
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies pour le VIH/sida
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PRMC	Programme de restructuration du marché céréalière
PRODEC	Programme décennal de développement de l'éducation
PVVIH	personnes vivant avec le VIH
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance